



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2020


MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -35,206 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2020 s'élève à -35,206 Md€ contre -36,900 Md€ à fin février 2019.

Cette évolution (-1,694 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 1,370 Md€, une hausse des recettes nettes de 3,986 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,922 Md€

Dépenses du budget général (*nettes de R&D) : 54,058 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,233 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,813 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,910 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,700 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,774 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,919 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,868 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,531 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,403 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,072 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,267 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,120 Md€) et du programme « Recherche spatiale » (0,727 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2020 s'élèvent à 54,058 Md€ contre 52,688 Md€ à fin février 2019. Cette évolution (+1,370 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'investissement à hauteur

► **Mission Travail et emploi** : 1,888 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,355 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,603 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,878 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,685 Md€) ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation** : 1,406 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » (1,397 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,848 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,630 Md€).

de 0,751 Md€ (principalement au titre de la mission « Défense ») et des dépenses de fonctionnement pour 0,512 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense »).

Recettes du budget général (*nettes de R&D) : 29,231 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 7,155 Md€ ;

► **IR net** : 6,626 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,479 Md€, dont 1,120 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,571 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,235 Md€, dont 0,503 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,489 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE** : 0,842 Md€ ;

► **IS net** : -0,895 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 1,261 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,146 Md€.

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,619 Md€, principalement la DGF (-2,051 Md€) ;



Recettes fiscales (*nettes de R&D) : 36,842 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2020 s'élèvent à 36,842 Md€ contre 35,635 Md€ à fin février 2019. Cette évolution (+1,207 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes d'IR net pour 5,352 Md€ (écart lié à certaines recettes de PAS, recouvrées dès janvier en 2020, alors qu'elles l'avaient été à compter de février en 2019, première

année de sa mise en œuvre).

Cette hausse est partiellement compensée par une baisse des recettes nettes de TVA de 3,681 Md€, en raison de reversements à l'ACOSS plus précoces en 2020 qu'en 2019 et une baisse des recettes nettes d'IS de 1,006 Md€.

Recettes non fiscales : 2,890 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2020 s'élèvent à 2,890 Md€ contre 0,733 Md€ à fin février 2019. Cette évolution (+2,157 Md€) s'explique essentiellement par l'encaissement de l'amende

de 2,08 Md€ de la société AIRBUS SE au titre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -10,782 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2020 s'élèvent à -10,782 Md€ contre -11,405 Md€ à fin février 2019.

Cette évolution (+0,623 Md€) s'explique par une baisse des prélèvements sur les

recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,724 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2020 de l'UE).

Fonds de concours : 0,281 Md€

Les fonds de concours à fin février 2020 s'élèvent à 0,281 Md€ contre 0,282 Md€ à fin février 2019.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -10,379 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,760 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,287 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et de TH) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 1,031 Md€ (essentiellement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 1,555 Md€ (au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2020 s'élève à -10,379 Md€ contre -9,457 Md€ à fin février 2019.

Cette évolution (-0,922 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de 0,355 Md€, des comptes de concours financiers de 0,371 Md€

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 1,191 Md€ correspondant à des avances versées à l'agence de service et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune ;

(essentiellement en raison d'une diminution du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » à hauteur de 0,654 Md€, compensée en partie par une augmentation du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour 0,340 Md€) et des comptes de commerce de 0,198 Md€ .

Dettes financières de l'Etat au 29 février : 1 855,052 Md€

La dette financière est en augmentation de 25,453 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 35,034 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 9,556 Md€.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2020	2019 retraité		2019 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-15 241	-35 206	-36 900	-36 900	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	24 867	54 058	52 688	52 688	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	14 189	29 231	25 245	25 245	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 626	8 630	3 278	3 278	
- IS *	-895	-1 470	-464	-464	
- TVA	7 155	22 571	26 252	26 252	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 564	-10 379	-9 457	-9 457	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-344	126 739			16
Dettes financières de l'Etat	9 917	1 855 052			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	991	991
Dépenses de personnel	11 005	22 528	22 592	22 592
Dépenses de fonctionnement	3 287	10 226	9 714	9 714
Charges de la dette de l'Etat	60	278	244	244
Dépenses d'investissement	949	3 037	2 286	2 286
Dépenses d'intervention	9 546	16 809	16 634	16 634
Dépenses d'opérations financières	19	185	226	226
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	24 867	54 058	52 688	52 688
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	16 406	36 842	35 635	35 635
Recettes non fiscales	2 432	2 890	733	733
Prélèvements sur recettes	-4 765	-10 782	-11 405	-11 405
Fonds de concours	116	281	282	282
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	14 189	29 231	25 245	25 245
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	18 953	40 013	36 650	36 650
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-10 678	-24 827	-27 443	-27 443
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 067	1 958	2 313	2 313
Solde des comptes de concours financiers	-6 865	-12 641	-12 270	-12 270
Solde des comptes de commerce	252	326	524	524
Solde des comptes d'opérations monétaires	-53	-56	-23	-23
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 564	-10 379	-9 457	-9 457
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-15 241	-35 206	-36 900	-36 900



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 005	22 528	22 592	22 592
Rémunérations d'activité	6 402	12 838	12 819	12 819
Cotisations et contributions sociales	4 513	9 572	9 642	9 642
Prestations sociales et allocations diverses	91	118	131	131
AUTRES TITRES	13 861	31 529	30 096	30 096
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 287	10 226	9 714	9 714
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 808	3 788	3 407	3 407
Subventions pour charges de service public	1 480	6 438	6 307	6 307
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	60	278	244	244
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	60	278	244	244
Titre 5 - Dépenses d'investissement	949	3 037	2 286	2 286
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	800	2 222	1 603	1 603
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	149	814	684	684
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 546	16 809	16 634	16 634
Transferts aux ménages	5 124	9 564	9 578	9 578
Transferts aux entreprises	1 889	2 493	2 494	2 494
Transferts aux collectivités territoriales	619	1 140	678	678
Transferts aux autres collectivités	1 915	3 612	3 877	3 877
Appels en garantie	0	0	8	8
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	19	185	226	226
Prêts et avances	0	60	10	10
Dotations en fonds propres	7	36	7	7
Dépenses de participations financières	12	88	209	209
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	24 867	54 058	52 688	52 688



	Mois de février		Cumul à fin février 2020		Cumul à fin février 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	5	7	6	8	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	1	1	1	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	4	6	4	7	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	1	1	1	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	218	287	863	603	469
Action de la France en Europe et dans le monde	156	208	455	334	205
Diplomatie culturelle et d'influence	41	61	307	177	168
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	18	101	93	96
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	296	268	577	545	463
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	188	169	349	314	259
Vie politique, culturelle et associative	4	2	27	25	49
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	104	97	201	207	154
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	122	146	464	427	340
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	39	65	305	274	181
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	35	35	66	64	64
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	46	93	90	95
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	87	45	445	488	659
Aide économique et financière au développement	2	13	5	101	214
Solidarité à l'égard des pays en développement	85	32	440	387	446
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	22	1 406	1 492	1 418	1 546
Liens entre la Nation et son armée	3	2	9	3	3
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	18	1 397	1 461	1 400	1 519
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	22	15	24
COHESION DES TERRITOIRES	199	62	12 206	1 625	2 612
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	186	44	186	44	80
Aide à l'accès au logement	0	0	11 968	1 516	2 493
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2	7	2	8	9
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-1	9	19	35	12
Interventions territoriales de l'Etat	11	1	15	6	4
Politique de la ville	0	0	16	16	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	91	149	139	138
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	34	72	65	64
Conseil économique, social et environnemental	-4	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	17	37	34	34
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	218	126	403	259	254
Patrimoines	31	32	120	96	86
Création	100	30	136	41	39
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	87	64	147	122	130
DEFENSE	2 801	3 700	7 845	9 155	8 005
Environnement et prospective de la politique de défense	205	140	467	284	248
Préparation et emploi des forces	642	868	2 820	1 693	1 377
Soutien de la politique de la défense	1 761	1 774	4 149	3 843	3 942
Equippedement des forces	194	919	410	3 335	2 438
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	48	52	119	100	156
Coordination du travail gouvernemental	43	48	101	82	73
Protection des droits et libertés	5	4	18	17	17
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	66



unité : million d'€.	Mois de février		Cumul à fin février 2020		Cumul à fin février 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 424	577	5 364	1 805	2 042
Infrastructures et services de transports	73	59	307	210	130
Affaires maritimes	4	6	68	20	16
Paysages, eau et biodiversité	39	5	42	7	5
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	9	9	432	149	118
Prévention des risques	580	15	610	26	173
Energie, climat et après-mines	341	49	745	209	273
Service public de l'énergie	2 110	206	2 482	577	714
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	267	228	677	608	613
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECONOMIE	104	111	283	248	235
Développement des entreprises et régulations	54	62	184	156	140
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	72	67	68
Stratégie économique et fiscale	15	14	27	26	27
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	60	140	293	358	273
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	60	60	278	278	244
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	8
Epargne	0	0	15	0	21
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	80	0	80	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 305	6 233	12 984	12 685	12 494
Enseignement scolaire public du premier degré	1 910	1 910	3 833	3 832	3 766
Enseignement scolaire public du second degré	2 813	2 813	5 618	5 616	5 597
Vie de l'élève	647	591	1 403	1 302	1 082
Enseignement privé du premier et du second degrés	611	620	1 416	1 377	1 491
Soutien de la politique de l'éducation nationale	209	160	466	326	327
Enseignement technique agricole	115	138	248	232	231
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	874	848	1 928	1 687	1 715
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	673	630	1 367	1 256	1 303
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	73	58	175	151	154
Facilitation et sécurisation des échanges	125	129	256	247	239
Fonction publique	2	31	129	32	19
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	39	79	232	201	181
Immigration et asile	32	18	165	140	179
Intégration et accès à la nationalité française	6	61	67	62	2
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
JUSTICE	991	747	1 897	1 482	1 446
Justice judiciaire	432	314	723	569	603
Administration pénitentiaire	396	320	604	577	543
Protection judiciaire de la jeunesse	97	70	261	126	122
Accès au droit et à la justice	11	7	154	150	131
Conduite et pilotage de la politique de la justice	56	35	153	60	47
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	68	65	95	91	85
Presse et médias	67	65	94	91	85
Livre et industries culturelles	1	0	1	0	0
OUTRE-MER	1 130	431	1 157	456	507
Emploi outre-mer	1 119	411	1 142	425	472
Conditions de vie outre-mer	11	20	15	31	36



unité : million d'€.	Mois de février		Cumul à fin février 2020		Cumul à fin février 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	991
Présidence de la République	0	0	105	105	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	6 834	2 267	22 537	6 454	6 632
Formations supérieures et recherche universitaire	-74	47	12 627	3 249	3 231
Vie étudiante	765	248	1 376	531	542
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 426	1 120	5 052	1 155	1 370
Recherche spatiale	1 345	727	1 894	727	726
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	9	1 186	615	594
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	205	97	213	137	128
Recherche duale (civile et militaire)	149	0	149	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	19	41	41	42
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	118	508	4 793	1 359	1 429
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	338	3 733	953	947
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	754	206	156
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	118	102	306	200	326
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	10	197	6	206	11
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	10	193	7	202	5
Concours spécifiques et administration	0	3	-1	4	6
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 135	8 252	22 144	22 120	21 446
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 744	7 862	21 210	21 186	20 572
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	390	390	934	934	874
SANTE	837	333	880	350	441
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	26	8	69	26	95
Protection maladie	811	324	811	324	346
SECURITES	1 806	1 603	3 588	3 293	3 390
Police nationale	875	878	1 775	1 771	1 765
Gendarmerie nationale	877	685	1 717	1 446	1 576
Sécurité et éducation routières	3	4	9	6	3
Sécurité civile	51	36	87	70	46
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	432	2 531	23 007	4 791	3 469
Inclusion sociale et protection des personnes	107	1 403	11 208	2 388	1 105
Handicap et dépendance	268	1 072	11 077	2 055	2 078
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	1	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	56	56	722	347	286
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	550	118	1 070	279	152
Sport	246	113	267	127	51
Jeunesse et vie associative	5	3	495	149	79
Jeux olympiques et paralympiques 2024	300	3	307	3	22
TRAVAIL ET EMPLOI	1 740	1 888	3 557	2 549	2 553
Accès et retour à l'emploi	398	472	2 054	965	1 087
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 253	1 355	1 362	1 471	1 361
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	22	3	22	3	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	58	118	109	105
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	37 520	33 119	131 378	76 178	74 134
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	29 385	24 867	109 234	54 058	52 688

(1) Création en LFI 2020

(2) Changement de libellé en LFI 2020

(3) Suppression en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	6 790	14 471	9 146	9 146
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	184	301	354	354
Impôt sur les sociétés (C)	372	1 623	2 365	2 365
Impôt sur les sociétés	366	1 599	2 321	2 321
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	6	24	44	44
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 235	2 598	1 744	1 744
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	52	159	151	151
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	489	878	420	420
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	54	165	155	155
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	21	21	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	7	7
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	2	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	74	5	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	16	26	26
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	503	1 131	907	907
Taxe sur les services numériques	0	32	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Recettes diverses	106	119	58	58
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	842	974	1 188	1 188
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 756	33 165	36 636	36 636
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 479	5 829	5 649	5 649
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	68	124	92	92
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	38	37	37
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	11	3	3



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	175	499	455	455
Mutations à titre gratuit par décès	945	1 625	1 542	1 542
Contribution de sécurité immobilière	61	139	129	129
Autres conventions et actes civils	32	69	71	71
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	41	90	89	89
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	21	42	35	35
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	17	29	29
Timbre unique	17	70	64	64
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	571	2 166	2 158	2 158
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1
Amendes et confiscations	4	6	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	0	2	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	6	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	72	78	77	77
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	9	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	3	8	9	9
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	166	231	351	351
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	62	116	106	106
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	33	68	66	66
Prélèvement sur les paris sportifs	49	94	71	71
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	13	12	12
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	97	216	187	187
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	23	91	47	47
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	24 658	58 962	57 081	57 081
TOTAL GENERAL (net de R&D)	16 406	36 842	35 635	35 635

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	4	2	2
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	4	2	2
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	78	141	95	95
Revenus du domaine public non militaire	18	33	16	16
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1
Revenus du domaine privé	6	37	33	33
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	53	70	39	39
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	4	4
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	2	2
Produits de la vente de biens et services (C)	85	193	154	154
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	83	190	150	150
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	19	35	94	94
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	1	1	1
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	17	17	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	14	39	39
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	2	52	52



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	2 169	2 269	150	150
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	5	7	8	8
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	6	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	2 160	2 206	89	89
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	1	0	0
Divers (F)	81	250	237	237
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	3	3	3
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	9	21	23	23
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	2	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	1	1	1
Récupération d'indus	1	2	8	8
Recouvrements après admission en non-valeur	10	22	19	19
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	5	6	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	7	5	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	89	80	80
Produits divers	1	13	3	3
Autres produits divers	24	81	50	50
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 432	2 890	733	733



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 619	-5 060	-4 958	-4 958
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 051	-4 091	-4 076	-4 076
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	1	1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-276	-422	-352	-352
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-2	-2
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-250	-496	-511	-511
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-35	-35	-18	-18
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-15	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 146	-5 723	-6 447	-6 447
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 765	-10 782	-11 405	-11 405
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	104	224	253	253
Fonds de concours - coopération internationale	11	57	29	29
TOTAL FONDS DE CONCOURS	116	281	282	282

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€.								
Comptes d'affectation spéciale	5 816	7 884	10 724	10 658	12 681	12 971	1 958	2 313
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	48	0	83	0	35
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	15	129	22	20	216	201	193	181
Développement agricole et rural	0	4	0	0	7	7	7	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	7	1	7	29	31	63	24	34
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	7	0	7
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	14	29	137	29	76	110	-61	81
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	18	6	31	37	6	2	-26	-36
Pensions	4 731	6 106	9 495	9 392	10 737	10 745	1 242	1 353
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	54	0	0	54	44	54	44
Transition énergétique	1 031	1 555	1 031	1 103	1 555	1 710	525	607
Comptes de concours financiers	10 318	3 453	19 465	19 612	6 824	7 342	-12 641	-12 270
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 191	0	1 191	1 531	0	0	-1 191	-1 531
Avances à l'audiovisuel public	316	153	632	643	326	383	-306	-260
Avances aux collectivités territoriales	8 760	3 287	17 590	17 408	6 482	6 955	-11 107	-10 453
Prêts à des Etats étrangers	20	0	20	30	3	3	-17	-26
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	32	12	33	0	12	0	-21	0
Comptes de commerce	475	728	796	612	1 123	1 136	326	524
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	31	92	61	90	115	60	54	-30
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	10	12	21	26	27	24	6	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	270	270	271	27	271	27	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	22	41	39	36	74	88	35	51
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	103	192	329	341	511	632	182	291
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	6	7	8	8	2	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	3	2	3	2	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	35	113	66	82	113	295	47	213
Comptes d'opérations monétaires	123	69	151	182	94	159	-56	-23
Emission des monnaies métalliques	24	5	29	46	7	23	-22	-23
Opérations avec le Fonds Monétaire International	99	64	122	136	87	136	-35	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 732	12 133	31 136	31 065	20 722	21 608	-10 414	-9 457
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 633	12 069	31 014	30 929	20 635	21 472	-10 379	-9 457

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2020	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	302	105	406	
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10	
		La Poste	0	0	0	
		Divers organismes à caractère financier	298	-30	269	
		Total organismes à caractère financier	610	75	685	
		CEPL	Régions	3 177	833	4 011
			Départements	7 387	-1 169	6 219
			Communes	25 264	-1 443	23 821
			HLM	237	-80	157
			Autres	25 492	-452	25 040
		Total CEPL	61 558	-2 310	59 248	
		Etablissements publics de santé	5 578	592	6 170	
			Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	-1 585	14 993
		Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	2 322	8 609
			Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	1 229	5 039
			Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	190	1 680
		Total établissements publics nationaux	28 165	2 156	30 321	
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-136	15 320	
		Union européenne	3 281	-2 458	824	
			Fonds et Fondations	70	-4	66
			GIP	841	69	910
		Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	EPLE	2 522	699	3 221
			Autres correspondants	10 275	-368	9 907
		Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
		Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	0	46	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	396	14 151		
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	-1 683	126 718		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		21	0	21	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0	
	Total Comptes à terme		21	0	21	
Total Passif (A)			128 422	-1 683	126 739	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
Total Actif (B)			1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			128 422	-1 683	126 739	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	25 478	1 848 301
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	35 034	1 750 924
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	35 034	1 750 924
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	30 933	1 520 427
- <i>taux variable</i>	200 264	4 003	204 267
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	-9 556	97 377
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	-9 556	97 377
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	-25	6 751
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	25 453	1 855 052



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2019 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.